

Au cœur de l'Europe - Manifeste en faveur de l'adhésion de la Suisse à l'Union Européenne (UE)

Preface

La Suisse est au cœur de l'Europe. La géographie façonne son destin. Son histoire, sa culture, ses valeurs fondamentales sont étroitement liées à celles de ses voisins et des autres pays européens. La Suisse n'est pas « un cas particulier ».

La politique européenne de la Suisse est pourtant dans l'impasse. On l'observe dans l'actuelle discussion concernant l'Accord institutionnel. La conclusion d'un tel Accord avec une intégration renforcée de la Suisse constitue le développement logique des Accords bilatéraux. L'approche bilatérale - basée sur quelque 120 accords - ne permet en effet pas à la Suisse de jouer un rôle actif dans la construction européenne. Notre pays perd ainsi en influence, en droit de participation, dans les décisions européennes qui affectent directement son destin.

Les eurosceptiques craignent une perte des droits démocratiques en cas d'adhésion à l'UE. Ils considèrent le statu quo avec l'accès déjà réalisé au marché de l'UE comme le meilleur objectif possible. Ils invoquent la « machine de Bruxelles » et préfèrent se réfugier dans l'isolement et le nationalisme.

Les partis suisses, quant à eux, agissent sans vision positive, sans orientation, voire de façon rétrograde. Une politique européenne prospective ne paraît pas nécessaire. Ils se réfèrent aux craintes et aux doutes de l'opinion publique au lieu de les questionner. Une telle politique européenne ne rend pas justice à la diversité culturelle de la Suisse et à son ouverture au monde. Elles négligent aussi les propres intérêts de la Suisse à relever activement en tant que membre de plein droit de l'UE, acteur respecté de la gouvernance mondiale, les grands défis de l'avenir – l'innovation, la numérisation, les inquiétantes inégalités des richesses, les migrations ou le changement climatique.

Avec ce manifeste sur l'adhésion de la Suisse à l'UE, nous espérons favoriser une nouvelle large discussion sur la politique européenne. Outre l'agenda politique actuel, - les bilatérales, la préservation de la libre circulation des personnes, les initiatives en suspens - l'adhésion à l'UE doit faire l'objet d'un débat approfondi en tant qu'option réaliste et durable. Le silence et le refoulement ne constituent pas des réponses au rejet de l'UE, ni à la phobie contre tout ce qui vient de l'UE.

Seul un engagement clair en faveur d'une Suisse ouverte à l'Europe et une approche critique et engagée à l'égard du développement de l'UE nous aideront à aller plus loin.

Un débat franc et ouvert sur la politique européenne - incluant le thème de l'adhésion à l'UE comme option possible - est central pour s'affirmer contre les tendances populistes et nationalistes.

Ce manifeste doit y apporter sa contribution.

L'adhésion à l'UE semble aujourd'hui une vision. Mais seules les visions changent la réalité.

Février 2019

Thèses en faveur de l'adhésion à l'Union Européenne (UE)

Thèse 1 : La Suisse fait partie de l'Europe

L'unité européenne est une valeur en soi. L'Union européenne unit l'Europe politiquement et économiquement. La Suisse doit en faire partie.

La Suisse est située au coeur de l'Europe. Elle est connectée de multiples manières avec les pays européens et dépend d'eux.

L'UE est née des leçons de la Seconde Guerre mondiale. Elle a apporté à l'Europe non seulement une paix durable, mais aussi la stabilité politique et la prospérité économique. Après la chute du mur, l'Union européenne a réussi à étendre cette zone de stabilité et de coopération aux pays d'Europe centrale et orientale. La Suisse profite à bien des égards de ces réalisations.

La Suisse fait partie de l'Europe, elle bénéficie de ses avancées. Elle doit donc faire preuve de responsabilité par une contribution solidaire, en assumant ses obligations. Cela n'est possible qu'en tant que membre de l'UE.

Thèse 2 : La Suisse renforce la démocratie et le fédéralisme au sein de l'UE

La Suisse peut apporter à l'UE son expérience des processus démocratiques au sein d'un pays qui compte de nombreuses langues et cultures-.

Les divergences et les conflits entre les États membres font partie du processus politique habituel. Des tensions et des conflits existent aussi chez nous entre cantons ou communautés linguistiques et régions. La Suisse doit présenter et mettre à disposition ses expériences et ses leçons tirées de sa structure d'Etat.

La démocratie directe et le fédéralisme sont des avantages du système politique suisse. Ils ne représentent pas un obstacle à l'adhésion à l'UE, mais constituent au contraire un argument en faveur de l'adhésion. En tant que membre de l'UE, la Suisse peut jouer un rôle de catalyseur dans les processus de démocratisation et fédéralisation en cours.

Les forces nationalistes remettent également en question la démocratie, l'État de droit et les droits de l'homme dans des États membres de l'UE. En raison des liens juridiques et financiers étroits, de telles attaques peuvent être repoussées beaucoup plus efficacement par l'EU et les autres Etats-membres qu'en dehors de l'UE.

Notre pays doit s'impliquer davantage dans cette protection efficace des valeurs fondamentales, qui obligent aussi la Suisse, ce qui suppose également l'adhésion à l'UE.

Thèse 3 : Participation et co-responsabilité dans l'UE, y compris pour les citoyens-suisse.

La non-appartenance de la Suisse à l'UE porte atteinte à la dignité politique des citoyens-suisse. Il leur est refusé toute influence réelle sur un ordre juridique et politique, auquel ils sont largement subordonnés.

La Suisse doit adopter des lois européennes dans de nombreux domaines. Cependant, ses citoyens-suisse ne peuvent ni participer, ni co-décider. Par cette « mise en œuvre autonome », la Suisse perd ainsi de plus en plus de souveraineté. Une situation indigne de l'une des plus anciennes démocraties.

La participation s'impose de plus en plus vu l'intégration progressive et continue. Elle n'est possible qu'en cas d'adhésion à part entière.

Les élections au Parlement européen auront lieu en 2019. Non-membre de l'UE, la Suisse n'a pas de candidat-e-s et les citoyen-nes suisses n'ont pas le droit de vote.

En tant qu'Etat souverain membre de l'UE, la Suisse peut participer ; élire et voter.

Thèse 4 : la prospérité économique de la Suisse dans l'UE

L'économie suisse fait partie du marché intérieur européen. Dans le commerce, elle est de plus en plus imbriquée dans des chaînes de création de valeur que les entreprises suisses créent elles-mêmes ou auxquelles elles participent. Environ trois quarts des marchandises importées en Suisse proviennent des pays de l'UE. Plus de 50 pour cent des biens suisses sont exportées dans les pays de l'UE. Les investissements réciproques et le commerce des services sont considérables.

Cette interdépendance contribue grandement au succès économique et au bien-être de notre pays. Toutefois, il existe encore des obstacles au plein accès au marché dans certains secteurs et de nouveaux obstacles vont surgir par la poursuite du développement de l'UE. Il est également important de développer l'infrastructure commune – comme par exemple, dans les secteurs des transports et de l'énergie.

La libre circulation des personnes - l'accès mutuel au marché du travail - joue un rôle particulier. C'est l'un des quatre piliers du marché commun. En Suisse, elle permet d'ores et déjà de pallier aux pénuries de main d'œuvre. Elle renforce ainsi l'efficacité et la force d'innovation de l'économie. Les Suisses profitent également de la possibilité de travailler dans les pays de l'UE sans être désavantagés par rapport aux travailleurs locaux. Il est essentiel à cet égard que les conditions de travail et les salaires locaux soient respectés. Ce n'est que par l'adhésion à l'UE que la libre circulation des personnes et la protection des travailleurs peuvent être garanties dans la durée.

Comme membre de l'UE, la Suisse jouit des mêmes de droits que les autres Etats dans l'élaboration de la politique économique européenne, dans la co-décision des projets d'infrastructure intergouvernementaux et cela lui garantit l'accès illimité au marché.

Thèse 5 : L'innovation et la recherche en collaboration avec l'UE

L'innovation dans les nouvelles technologies est aujourd'hui le moteur de la création d'emplois et de la croissance en Europe. La Suisse ne peut maintenir sa position de leader que si elle travaille en étroite collaboration avec les instituts de recherche et les entreprises européennes. Ce n'est que de cette manière qu'elle peut faire face à la dynamique des autres régions du monde et des grandes économies.

La Suisse a participé pleinement au programme Erasmus de 1987 à 2014. La Commission européenne a ensuite décidé d'en exclure notre pays, vu la votation en Suisse de février 2014 introduisant une restriction à la libre circulation des personnes. Depuis lors, des dispositions transitoires ont assuré l'échange d'étudiants et d'apprentis, la participation à des projets de recherche et d'éducation et le développement de programmes d'études communs.

En tant que membre de l'UE, la science et les entreprises suisses peuvent profiter pleinement de la promotion de la recherche et du développement dans l'UE. Des programmes tels qu'Erasmus peuvent être garantis sur le long terme. L'adhésion à l'UE renforce durablement les partenariats CH/EU dans le domaine de la recherche et de l'éducation et, partant, consolide la position de la Suisse en tant que centre d'innovation.

Thèse 6 : La politique sociale au sein de l'UE est plus progressiste qu'en Suisse

L'UE est socialement plus progressiste que la Suisse, malgré les déficits persistants et les tendances ultra-libérales dans certains Etats membres qui se reflètent également dans certaines décisions de l'UE. La protection des travailleurs, l'harmonisation du marché du

travail, de la législation sociale et les droits de participation sont plus favorables dans l'UE aux travailleurs.

De nouveaux droits civils sont actuellement en discussion. Le Sommet de Göteborg a adopté en novembre 2017 un socle européen des droits sociaux, avec 3 thèmes-clés : L'égalité des chances et l'accès au marché du travail, le droit à des conditions de travail équitables et la protection et l'insertion sociales (revenu minimum, prévoyance vieillesse, prestations de chômage, accès aux services essentiels...). La création d'une Autorité européenne du Travail, dès 2019, permettra une meilleure coordination avec les autorités nationales (lutte contre les abus, contrôle transfrontalier). Enfin, la directive européenne sur les travailleurs détachés a été révisée suivant le principe "salaire égal à travail égal au même endroit ».

En adhérant à l'UE, la Suisse bénéficie d'une politique sociale progressiste.

Thèse 7 : La Suisse dans une UE unie et forte au niveau global

L'UE unit un continent de pays largement gouvernés démocratiquement. Elle incarne ainsi au niveau mondial des valeurs importantes telles que la solidarité, la primauté du droit, la justice et l'égalité des chances. Avec la Convention européenne des droits de l'homme du Conseil de l'Europe et sa propre Charte des droits fondamentaux encore plus ambitieuse, l'UE peut répondre aux tendances politiquement inquiétantes de la politique internationale, par exemple aux États-Unis, en Russie, en Chine ou en Turquie.

Par son adhésion à l'UE, acteur de la gouvernance mondiale, la Suisse peut contribuer à la résolution urgente d'un nombre croissant de problèmes régionaux et mondiaux. L'alliance avec des pays aux vues similaires renforcent l'influence de notre pays dans des domaines tels que la politique climatique, la lutte contre le terrorisme et les questions migratoires.

En tant que membre de l'UE, la Suisse peut promouvoir plus efficacement ses valeurs fondamentales de politique étrangère qu'en tant que pays-membre de l'AELE ou pays tiers

Thèse 8 : La sécurité de la Suisse dans l'UE

Jamais auparavant, dans son histoire, la Suisse n'a été entourée d'un voisinage aussi paisible que depuis l'existence de l'Union européenne. Cela confère à notre continent sécurité et stabilité.

Concernant la sécurité militaire, une menace réelle ne peut être imaginée que venant de l'extérieur de la Communauté et contre l'UE dans son ensemble. La politique de sécurité de la Suisse ne doit donc pas être orientée vers l'autonomie, mais plutôt vers la coopération avec d'autres pays européens.

La sécurité humaine au sens large comprend la promotion de la paix, la démocratie, l'État de droit, l'égalité des sexes, la politique humanitaire et un système judiciaire indépendant. La Suisse a une longue tradition de promotion de ces domaines, et nous en sommes fiers. Mais là aussi, nous pouvons travailler plus efficacement dans le cadre d'une coopération institutionnelle avec des partenaires européens que de façon isolée.

[Une politique de sécurité moderne et efficace n'est possible qu'avec l'adhésion à l'UE.](#)

Thèse 9 : Intégration culturelle de la Suisse – De la nation par volonté à l'union par volonté , « die Willensnation in der Willensunion ».

La Suisse est une nation multilingue liée à trois des grandes cultures européennes. Cela explique le caractère symbiotique des multiples relations culturelles et des nombreux

échanges avec nos voisins. Lorsque ces derniers sont affectés par des blocages (tel qu'avec Erasmus) ou des restrictions (par exemple dans la circulation des personnes ou la propriété intellectuelle), l'image de soi de la Suisse s'en trouve affectée.

L'UE considère son multilinguisme et ses différentes cultures comme un élément fondamental de la construction européenne : la recherche de l'unité dans la diversité est son leitmotiv. Les activités et les mesures de promotion développées parmi les membres de l'UE sont multiples. C'est une évidence que la Suisse doit participer à une telle promotion.

Compte tenu de la richesse culturelle de la Suisse, il s'agit bien d'un exemple de parallèle entre l'intégration historique au sein de la Suisse et l'intégration progressive de l'Europe.

En tant que membre de l'UE, la Suisse peut apporter ses diverses expériences de cohabitation de différentes cultures, langues, religions ou même de visions de l'Etat à toute l'Europe

« De la volonté de la nation à la volonté de l'union », pour ainsi dire. « Von Willensnation zu Willensunion ».

Le groupe est composé de

Gilbert Casasus, Prof. Dr., Professeur Université de Fribourg

Mario Carera, membre du CD du PSS

Barbara Geiser, lic.en philosophie, ex-Conseillère nationale

Christoph Graf, Prof. Dr. Phil., ex-Directeur des archives fédérales

Bruno Gurtner, économiste

Adrian Hadorn, ancien Ambassadeur, Coordinateur de la DDC (Bolivie, Mozambique)

Gret Haller, Dr.en Droit, ex-Présidente du Conseil -National

Matthias Meyer, économiste du développement, ex. Directeur exécutif de la Banque mondiale et Ambassadeur (SECO)

Lukas Wegmüller, Secrétaire général du Nomes (Nouveau mouvement européen)

Daniel Woker, Dr. en .Droit, ex-Ambassadeur, Chargé de cours HSG, chroniqueur indépendant.

Autres documents

- Façonner l'Europe ensemble: pour plus d'UE, pour une UE meilleure, pour une UE sociale (documents de base de la Commission de "politique extérieure" du PSS, 29 février 2016)
- Feuille de route UE, La Suisse a besoin de relations stables et harmonieuses avec l'UE Assemblée des délégué-e-s du 16 avril 2016 à La Chaux-de-Fonds et Congrès des 3 et 4 décembre 2016 à Thoune.